

RICCARDO PETRELLA PLAIDE POUR PLUS D'HUMANITÉ DANS L'ÉCONOMIE

LE VENDREDI 10 SEPTEMBRE 2004
LE SOLEIL

(LE SOLEIL) L'économiste Riccardo Petrella qui milite contre la mondialisation de l'économie depuis quelques années était à Québec, hier, pour prononcer une conférence à un dîner de la Corporation de développement économique et communautaire de Québec.

Devant plus d'une centaine de personnes, le professeur à l'Université de Louvain en Belgique a repris quelques thèmes qu'il a développés au cours des dernières années. À son avis, le nouvel ordre économique mondial né après le premier choc pétrolier au début des années 70 est un échec. Le nombre de personnes de par le monde ne fait qu'augmenter pendant que les plus riches ne savent plus où mettre leur argent.

Dans son dernier livre *Désir d'humanité, le droit de rêver*, M. Petrella propose ni plus ni moins que les gouvernements déclarent illégale la pauvreté et prennent les mesures pour l'éradiquer. Il n'accepte pas que des centaines de millions de gens ne puissent vivre encore aujourd'hui dans des conditions sanitaires minimales.

Il est contre les privatisations des services publics ou la marchandisation des biens publics qui ne profitent qu'aux dominants, n'ait dit non aussi aux partenariats public-privé qui sont bien vus par la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget. Il est l'antithèse des visées des Mario Dumont pour qui tout doit passer par les entreprises.

M. Petrella préconise également le « désarmement de la finance » par la mise en place d'un système financier tant au niveau local qu'au niveau mondial sur le principe coopératif. Pour lui, les taxes et les impôts ne sont pas une punition mais une façon de répartir la richesse dans une société.

Baisser les taxes ? C'est une façon d'en mettre davantage dans les poches des plus riches, avance-t-il.

Dans son livre, cet économiste aux idées de gauche est également critique à l'endroit des partis politiques et des syndicats. En parlant des premiers, il écrit : « Ils ont ainsi pris parti pour la globalisation capitaliste de marché dans laquelle ils ont vu surtout une occasion pour "leur" pays, "leur" pouvoir. De ce fait, ils ont perdu la maîtrise des idées, de la narration du monde et, ce faisant, de l'ordre du jour politique, de la fixation des priorités de nos sociétés, maîtrise passée aux mains des acteurs privés "envoie de mondialisation." »

Quant aux seconds, il affirme que « l'affaiblissement des syndicats constitue une autre donnée préoccupante pour la démocratie ». « Les syndicats ont "accepté" la prétendue inévitabilité de la mondialisation économique à l'aune du capitalisme financier. Confrontés aux délocalisations d'entreprise opérées au nom de la compétitivité, ils n'ont pu "négocier" le traitement social de leurs effets dévastateurs. »

M. Petrella conclut que bien que les syndicats soient demeurés des acteurs locaux, ils conservent néanmoins une capacité de mobilisation et, dans une moindre mesure, une capacité de négociation.

Le dernier livre de l'économiste originaire d'Italie est publié aux éditions Écosociété.